

Programme :

- Connaître les principales spécificités du pouvoir politique.
- Connaître les principales institutions politiques (rôle et composition) de la cinquième République et le principe de la séparation des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire).
- Comprendre comment les modes de scrutin (proportionnel, majoritaire) déterminent la représentation politique et structurent la vie politique.
- Comprendre que la vie politique repose sur la contribution de différents acteurs (partis politiques, société civile organisée, médias).

Plan du cours : Introduction : Qu'est-ce que le pouvoir ?

I. Quelles sont les spécificités du pouvoir politique ?

- A) Un pouvoir qui vise la direction d'une société
- B) Un pouvoir qui repose sur le consentement
- C) Un pouvoir qui repose sur la contrainte physique légitime

II. De la séparation des pouvoirs aux institutions de la Ve République

- A) La séparation des pouvoirs, une condition de la démocratie ?
- B) L'exercice des pouvoirs

III. Comment les modes de scrutin influencent-ils la compétition politique ?

IV. Quels sont les acteurs qui contribuent à la vie politique ?

- A) Les partis politiques
- B) La société civile organisée
- C) Les médias

Introduction

Document 1 : Qu'est-ce que le pouvoir ?

Engagez la discussion avec un gamin de 8 ou 10 ans, pour connaître son jugement sur Superman, Green Lantern, Batman... : immanquablement, il opérera une classification entre les super-héros sur la base logique de leurs « pouvoirs ». « Green Lantern, il a plus de pouvoirs que Captain America parce qu'il peut voler, mais Batman, il n'a pas de vrais pouvoirs. »

Mais avoir des pouvoirs, est-ce avoir du pouvoir ? Le terme est polysémique* [...]. Le « pouvoir » du super-héros n'est pas sans rapport avec le « pouvoir » au sens sociopolitique [...] que donne le politiste Robert Dahl : « la capacité, pour un sujet A, d'obtenir qu'un sujet B exécute une action donnée qu'il n'aurait pas exécutée sans l'intervention de A ».

Jean-Philippe Zanco, *La Société des super-héros : économie, sociologie, politique*, Ellipses, 2013.

*Polysémique : Qui a plusieurs significations.

Q1 – A l'aide de vos connaissances personnelles, donnez des exemples de relations de pouvoir.

Q2 – Trouvez-vous des points communs dans les relations de pouvoir que vous avez cités ?

Q3 – Proposez une définition du « pouvoir » en vous appuyant sur les réponses précédentes et à l'aide du document.

Q4 – D'après vous, le pouvoir du super-héros ou le pouvoir des parents sont-ils politiques ? Pourquoi ?

Transition : Comment peut-on définir le pouvoir politique ?

I. Quelles sont les spécificités du pouvoir politique ?

A) Un pouvoir qui vise la direction d'une société et d'un territoire

Document 2 : Distinguer le pouvoir politique des autres formes de pouvoir

Vendredi 30 Novembre 2018, la proposition de loi contre les « violences éducatives ordinaires » a été adoptée, à la quasi-unanimité par les députés.

Le texte comporte deux articles. Le premier prévoit d'insérer dans l'article 371.1 du Code Civil une mention sur l'exercice de l'autorité parentale. Ses titulaires ne « peuvent pas user de violences physiques ou psychologiques » à l'encontre de leurs enfants.

Le deuxième article prévoit la remise au Parlement d'un rapport gouvernemental pour « évaluer les besoins et moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de sensibilisation, de soutien, d'accompagnement et de formation à la parentalité à destination des futurs parents ».



L'objectif affiché était de mettre fin à un droit de correction, hérité du XIX^e siècle et qui n'existe plus dans la loi, mais dans la jurisprudence*. Aucune sanction pénale nouvelle n'y figure, ces dernières existant déjà pour les situations de maltraitance.

Le texte [...] met par ailleurs en conformité la France avec ses engagements internationaux, notamment la Convention internationale sur les droits de l'enfant.

D'après Solène Cordier, « A l'issue de longs débats, l'Assemblée adopte la loi contre les violences éducatives ordinaires, lemonde.fr, novembre 2018

*Jurisprudence : Ensemble des décisions prise par les tribunaux sur une question juridique donnée.

Q1 – Le pouvoir des parents sur l'enfant est-il suprême par rapport à la loi ? Pourquoi ?

Q2 – Comment le pouvoir politique s'impose-t-il aux parents dans l'exercice de leur autorité sur leur enfant ?

Q3 – Quelles peuvent être les conséquences en cas de non-respect de la loi ?

Q4 – Donnez d'autres exemples montrant que le pouvoir politique s'impose à l'ensemble des habitants et des institutions d'un pays.

B) Un pouvoir qui repose sur le consentement

Document 3 : Le pouvoir politique s'impose aussi avec légitimité

	La tradition	Le charisme	La légalité
Fondements de la légitimité des détenteurs du pouvoir	Croyance des individus dans la validité des coutumes et de la tradition	Grâce personnelle, qualités exceptionnelles, capacité à susciter la confiance	Croyance des individus dans la compétence et dans la validité du statut fondé sur des règles établies
Exemple de détenteurs du pouvoir	 <p>Louis XIV</p>	 <p>Napoléon Bonaparte</p>	 <p>Des députés élus par les citoyens négociant le vote d'une loi</p>

D'après Max Weber, *Le Savant et le Politique*, Plon, un département de Place des éditeurs, 1982 pour la traduction française

Q1 – A l'aide d'un dictionnaire de SES, relevez la notion de « légitimité ». Que suppose la légitimité de la part de ceux qui sont soumis au pouvoir ?

Q2 – Quels sont les 3 formes de la légitimité qui justifient le pouvoir ?

Q3 – Pourquoi les sujets du roi Louis XIV acceptaient-ils le pouvoir monarchique ? Quel type de légitimité était fondé le pouvoir de Louis XIV ?

Q4 – Selon vous, quelles qualités exceptionnelles Napoléon Bonaparte avait-il aux yeux de ses soldats ? Quel type de légitimité était fondé le pouvoir de Napoléon Bonaparte ?

Q5 – Pourquoi les députés sont-ils légitimes pour voter les lois ?

Q6 – Parmi les trois sources de la légitimité du pouvoir, laquelle fait autorité aujourd'hui ?

C) Un pouvoir qui repose sur la contrainte physique légitime

Document 4 : L'origine de l'Etat

Le processus involontaire et inconscient menant de la féodalité* à la création d'un Etat suit plus précisément une loi, la loi du monopole**, qui conduit à la centralisation irrémédiable du pouvoir dans les mains d'une seule entité [...]

Dans le détail, la monopolisation des ressources de violence a d'abord requis le monopole militaire, c'est-à-dire la soumission des seigneurs et des voisins, puis leur mobilisation dans l'armée royale. La fonction judiciaire a été centralisée à son tour en privant progressivement les seigneurs de leurs droits de haute et de basse justice.

« La genèse de l'Etat selon Norbert Elias », 1000-idées-de-culture-générale.fr

Le pouvoir politique (ici l'Etat) intervient comme un mode d'apaisement ou de résolution des clivages de la société. Ces conflits font l'objet de procédures de mise en forme car il n'existe aucune société où les règles sont automatiquement respectées. Emergent alors des institutions dont le but est d'assurer l'équilibre social.

M. Hastings, Aborder la science politique, 2001

*Féodalité : Au Moyen Âge, les rois de France font appel à des hommes pour les aider à administrer leur royaume. Ce sont les comtes. Les comtes reçoivent des territoires, appelés fiefs, en échange de leur fidélité au roi. Le comte est le vassal du roi et le roi son suzerain. Le roi de France a alors de nombreux vassaux. Mais un comte ne peut pas administrer tout seul alors il donne également des petits fiefs à des petits seigneurs qui deviennent eux aussi les vassaux du comte. L'organisation de la société ressemble alors à une pyramide. C'est la société féodale.

**Monopole : Privilège exclusif

Q1 – A l'aide d'un lexique de SES, relevez la définition de l'Etat.

Q2 – Observez les photos ci-dessous :



Face-à-face entre CRS et manifestants à Paris, le 31 mars 2016.

A- Qui est représenté sur ces photographies ?

B- Peuvent-ils user/utiliser la violence physique « légitime » ?

C- Pourquoi cette violence physique est-elle légitime (acceptable) ?

Q3 – Paragraphe 2 => Quels sont les monopoles que doit obtenir l'Etat pour se créer ?

Q4 – Paragraphe 3 => Pourquoi l'Etat s'est-il imposé comme le monopole de la violence légitime ?

Q5 – Dans un Etat, quelles institutions ont la légitimité de recourir à la force pour faire respecter la loi et l'intégrité du territoire ?

Q6 – A l'aide du document 2, 3 et 4, proposez une définition complète de « pouvoir politique ».

BILAN :

Le pouvoir politique qui s'exerce dans le cadre d'un Etat à tous. Lui seul peut légitimement exercer la ou en déléguer l'exercice pour faire respecter la Mais la stabilité du pouvoir politique nécessite que les gouvernants soient reconnus comme par les gouvernés. Dans les Etats modernes, le respect de la tend à devenir la principale source de légitimité du pouvoir politique.

II. De la séparation des pouvoirs aux institutions politique de la Ve République ?

A) Le principe de la séparation des pouvoirs : une condition de la démocratie ?

Document 5 : La démocratie : éléments de définition

« La démocratie semble être, dans son principe, la façon la plus séduisante d'organiser le pouvoir dans une société : le peuple se gouverne lui-même (...) et chacun étant à la fois gouverné et gouvernant, apprend à tenir compte de l'intérêt général aussi bien que de ses intérêts individuels. Un tel apprentissage n'a évidemment pas été facile et il a fallu beaucoup d'approximations et d'échecs avant de parvenir aux démocraties du XXème siècle. (...)

La démocratie est avant tout un régime politique qui consiste à organiser le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Dans la perspective démocratique, le peuple est souverain ; il est considéré comme le meilleur juge pour exercer le pouvoir, c'est-à-dire décider, par la délibération de son présent et de son avenir (...) »

D'après, « La démocratie, Histoire, théories, pratiques », éd sciences humaines, pp5-7

Q1 - A l'aide du document, proposez une définition du concept de « régime politique »

Q2 - Que signifie l'expression : « le peuple est souverain ?

Q3 - A l'aide de vos connaissances et du document, proposez une définition de la démocratie.

Transition : Quelle est l'organisation des pouvoirs dans les sociétés démocratiques ?

Document 6 : La séparation des pouvoirs

Tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser [...]. Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses [...] le pouvoir arrête le pouvoir. [...]

Il y a dans chaque Etat trois sortes de pouvoirs : la puissance législative, la puissance exécutive des choses qui dépendent du droit des gens, et la puissance judiciaire de celles qui dépendent du droit civil.

Par la première, le prince ou le magistrat fait des lois pour un temps ou pour toujours, et corrige ou abroge celles qui sont faites. Par la seconde, il fait la paix ou la guerre, envoie ou reçoit des ambassades, établit la sûreté, prévient les invasions. Par la troisième, il punit les crimes, ou juge les différends des particuliers.

[...] Tout serait perdu, si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçaient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui de juger les crimes ou les différends des particuliers. [...] Il n'y a point de liberté parce qu'on peut craindre que le même monarque ou le même Sénat ne fasse des lois tyranniques, pour les exécuter tyranniquement.

Montesquieu, *De l'esprit des lois*, livre XI, chapitres IV et VI, 1748.

Q1 – Paragraphe 1 et 2 => Quels sont les trois pouvoirs évoqués par Montesquieu ? Définissez chacun des pouvoirs.

Q2 – Pourquoi un seul homme ne peut pas détenir l'ensemble des 3 pouvoirs entre ses mains ?

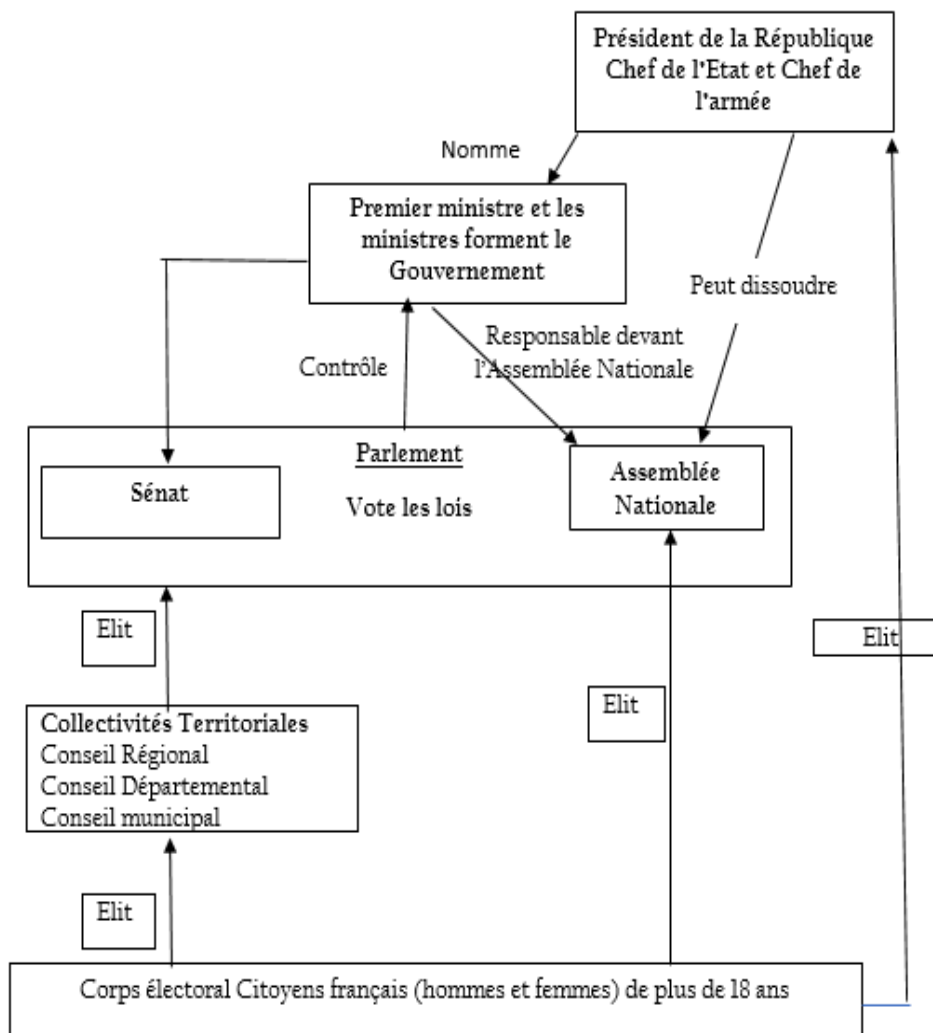
Q3 – Que propose Montesquieu pour contrôler le pouvoir ?

Q4 - Pourquoi peut-on dire que la séparation des pouvoirs est une condition nécessaire à l'instauration d'un régime démocratique ?

Transition : En France qui exerce le pouvoir exécutif ? le pouvoir législatif ? le pouvoir judiciaire ?

B) L'exercice des pouvoirs

Document 7 : Les pouvoirs exécutif et législatif sous la Ve République



Point vocabulaire

Dissolution : Pouvoir de l'exécutif de mettre fin au mandat des députés et de provoquer des élections législatives anticipées.

Motion de censure : Vote d'une assemblée pour obtenir la démission d'un gouvernement dont elle désapprouve la composition ou la politique.

Q1 - Qui détient le pouvoir exécutif ?

Q2 - Comment est élu le Président de la République ?

Q3 - Quels sont les pouvoirs du Président de la République ?

Q4 - Qui détient le pouvoir législatif ?

Q5 - Quels sont les deux institutions qui composent le Parlement ?

Q6 - D'après vous, qui siège à l'Assemblée Nationale ? Qui siège au Sénat ?

Q7 - De quels moyens dispose l'Assemblée nationale pour « arrêter » l'exécutif ?

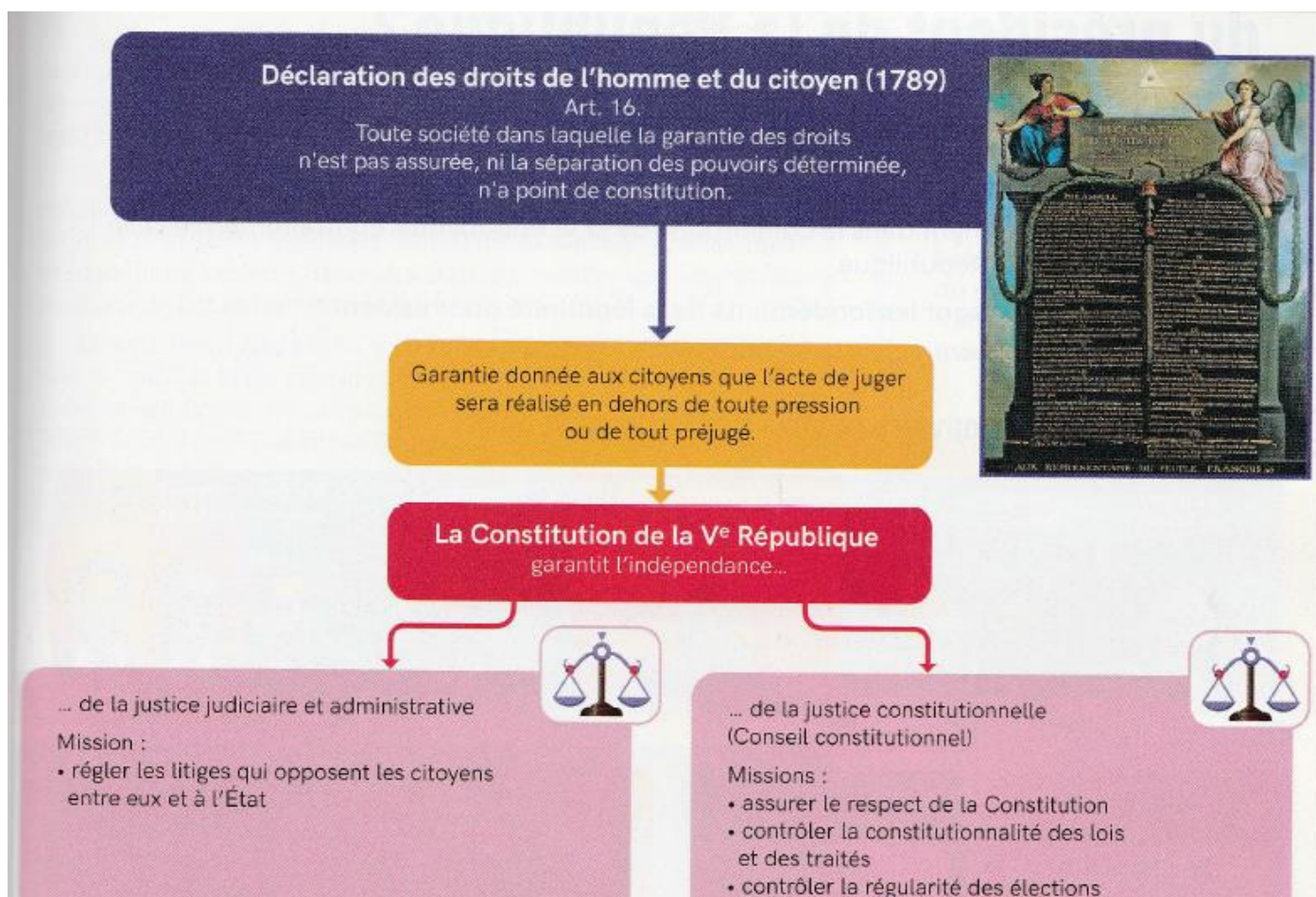
Transition : En France qui détient le pouvoir judiciaire ?

Document 8 : Un pouvoir judiciaire indépendant

Le pouvoir judiciaire veille à ce que les lois soient respectées et sanctionne leur non-respect. Son indépendance est primordiale, puisqu'elle est la condition de son impartialité. C'est généralement la Constitution qui définit ses compétences et qui garantit son indépendance.

D'après viepublique.fr

*Constitution : la constitution correspond à un ensemble de règles qui déterminent les conditions de l'attribution du pouvoir et de son exercice. Une constitution fixe les modalités d'intervention du peuple, les relations entre les pouvoirs publics (nationaux et locaux) ainsi que le plus souvent les droits et libertés fondamentaux de l'homme et du citoyen.



Q1 - En France, qui détient le pouvoir judiciaire ?

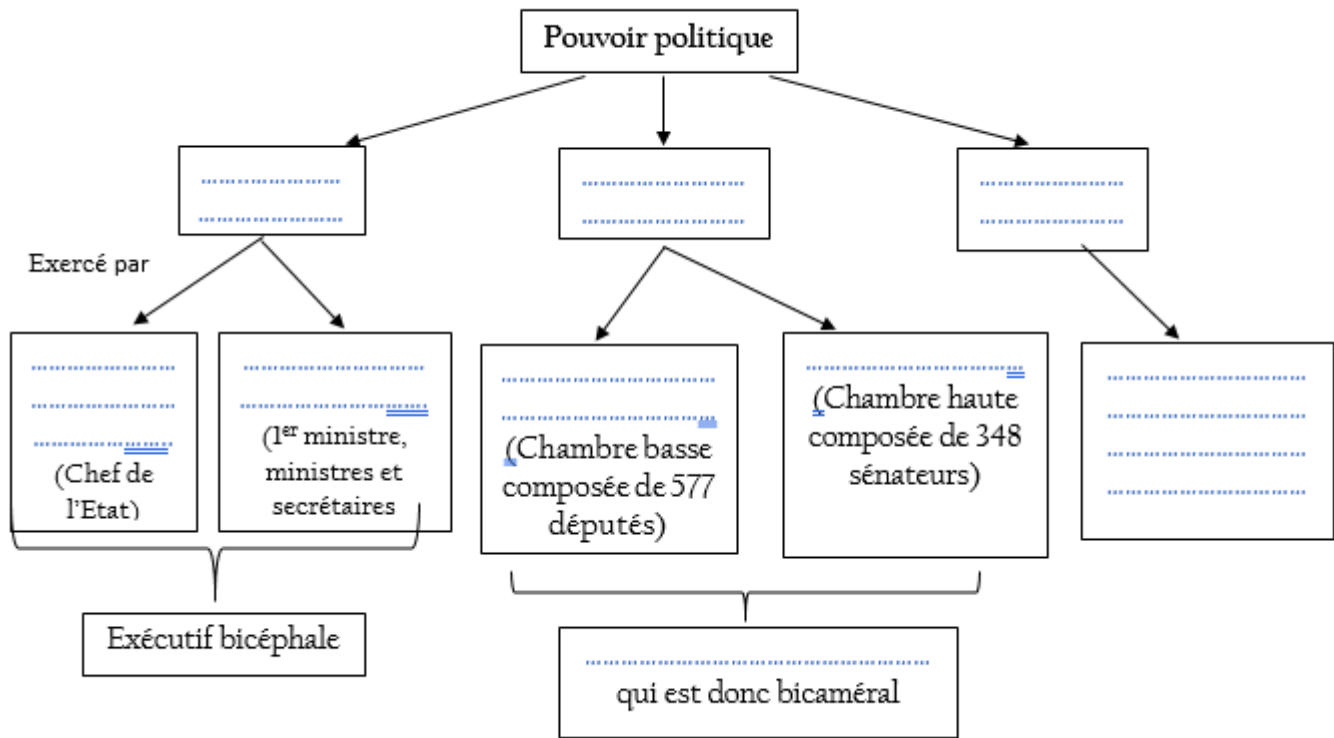
Q2 - Quels textes garantissent l'indépendance du pouvoir judiciaire à l'égard du pouvoir politique ?

Q3 - Pourquoi cette indépendance est-elle nécessaire ?

Q4 - Comment le Conseil constitutionnel peut-il contrôler le pouvoir législatif et exécutif ?

Q5 – Remplissez le schéma récapitulatif de l'organisation des pouvoirs de la Ve République.

Rôle des institutions de la V^{ème} République



BILAN :

La Constitution de la Ve République organise la et met en place des moyens de mutuels entre les différentes institutions politiques. Elle protège ainsi les libertés des citoyens contre de potentiels de pouvoirs.

Le Président et le Gouvernement partagent le pouvoir Le Parlement dispose du pouvoir car il vote les lois. Il contrôle l'action du Gouvernement, que l'Assemblée peut Quant au Conseil constitutionnel, il veille au respect de la Constitution et à l'..... de la justice.

Transition : Comment le Président de la République accède-t-il au pouvoir ? et les députés ? les sénateurs ? Les modalités de l'élection sont-elles les mêmes ? Pour être élu faut-il avoir la majorité absolue ? relative ? Peut-on être élu si on n'a pas la majorité des voix ? Pourquoi élire des gouvernants ?

III. Comment les modes de scrutin influencent-ils la compétition politique ?

Document 9 : Elections et représentation politique

A quoi sert une élection ?

« La fonction première de l'élection est de permettre aux citoyens de choisir leurs gouvernants et leurs représentants, qui rédigeront et voteront la loi en leur nom au Parlement. Ainsi, l'élection est une délégation de souveraineté. Elle constitue, au sein d'une société organisée, une « soupape de sécurité ». En effet, la possibilité pour les citoyens de pouvoir régulièrement exprimer leur mécontentement ou, au contraire, donner un nouveau mandat au pouvoir sortant, évite que les désaccords politiques majeurs ne trouvent d'autres modalités (la violence). Le langage des urnes a donc remplacé progressivement le langage des armes.

Différents modes de scrutin*

On distingue le scrutin majoritaire du scrutin proportionnel. Le scrutin majoritaire consiste à attribuer un (scrutin uninominal) ou plusieurs sièges (scrutin plurinominal) à celui ou ceux qui ont obtenu le plus de voix. Dans un scrutin dit proportionnel les sièges sont attribués selon le nombre de voix. Autrement dit, les sièges sont distribués proportionnellement au nombre de voix obtenues.

D'après viepublique.fr

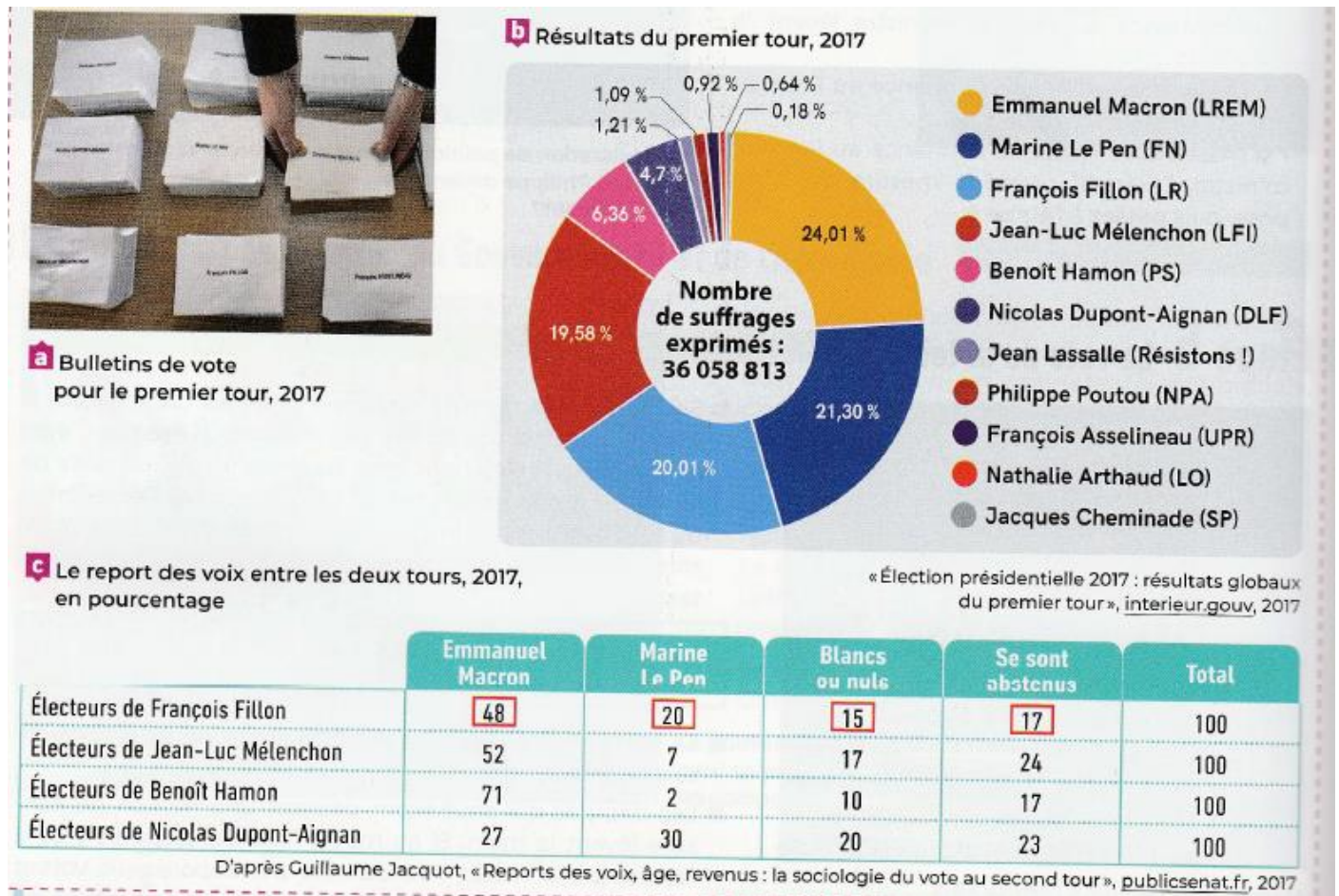
*Scrutin : Le scrutin renvoie à l'opération de vote (fait de voter). Il est généralement effectué par le biais de bulletin qui sont ensuite déposés dans une urne.

Q1 - Pourquoi dit-on que l'élection constitue une « soupape de sécurité » ?

Q2 - Quelle distinction peut-on faire entre un scrutin uninominal et un scrutin plurinominal ?

Q3 - Distinguez le scrutin majoritaire du scrutin proportionnel.

Document 10 : Les élections présidentielles : un scrutin majoritaire



Q1 - De quel type d'élection s'agit-il ? Le scrutin est-il uninominal ou plurinominal ?

Q2 - Quel était le nombre de voix nécessaires pour obtenir la majorité absolue des voix au premier tour des élections présidentielles de 2017 en France ?

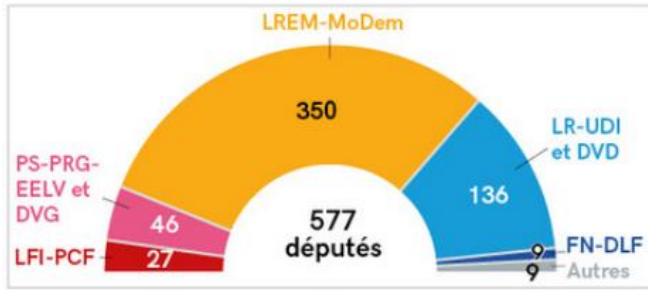
Q3 - Quels candidats ont participé au second tour en 2017 ? Pourquoi ?

Q4 - Rédigez une phrase pour expliquer les données encadrées.

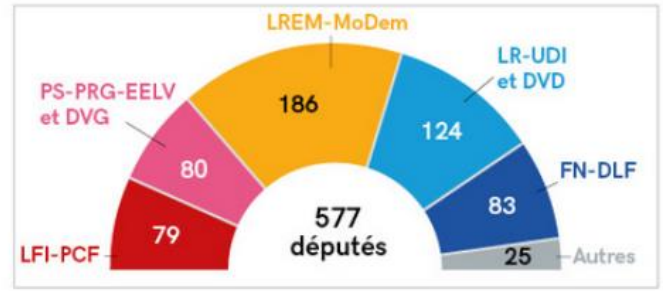
Document 11 : L'impact de mode de scrutin sur la composition de l'Assemblée nationale

L'élection des députés (élections dites législatives) se fait au suffrage universel uninominal majoritaire à deux tours. Des projections ont été faites afin de savoir quelle serait la composition de l'assemblée nationale si les députés étaient élus au suffrage universel proportionnel.

a Répartition des 577 députés élus au scrutin majoritaire en 2017



b Projection de la répartition de 577 députés s'ils étaient élus à la proportionnelle intégrale



- Q1 - Donnez des exemples de partis politiques. Qu'est-ce qu'un parti politique ?
 Q2 - Lors de l'élection des députés au suffrage universel majoritaire, quel parti détient la majorité des sièges de l'assemblée nationale ? Justifiez votre réponse par un calcul.
 Q3 - Citez des partis qui auraient plus élus si l'élection se faisait au scrutin proportionnel ?
 Q4 - Quel parti auraient moins d'élus si l'élection se faisait au scrutin proportionnel ?
 Q5 - Que peut-on déduire des Q3 et Q4 sur l'effet du scrutin proportionnel ?
 Q6 - Donnez un avantage et un inconvénient pour chacun de ces types de scrutin.

	Scrutin proportionnel	Scrutin majoritaire
Avantage		
Limite		

BILAN :

Les élections sont des temps importants de la vie politique, car elles permettent aux électeurs de choisir leurs représentants, selon un particulier.

Avec le mode de scrutin, le candidat ou la liste élu(e) est celui ou celle qui obtient la majorité (50 % plus une) ou relative des voix. Dans le cadre d'un scrutin, la liste qui recueille par exemple 20 % des voix obtient 20 % des sièges. Le choix du mode de scrutin détermine ainsi les d'une élection.

Ce choix la compétition politique. En effet, dans le cadre d'un scrutin majoritaire à deux tours, les partis ou les listes sont amenés à former des avant le second tour pour renforcer leurs chances de remporter l'élection.

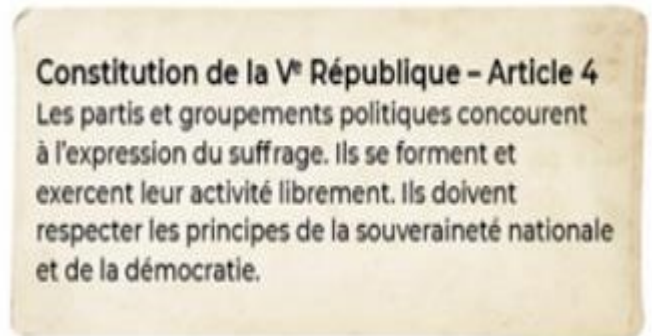
V. Quels sont les acteurs qui contribuent à la vie politique ?

A) Les partis politiques

Document 12 : Ce que dit la Constitution



Logos des partis des candidats à l'élection présidentielle de 2017 en France



- Q1 – Rappelez la notion de parti politique dans le document précédent.
- Q2 – Pourquoi peut-on parler d'un pluralisme politique en France ?
- Q3 - Pourquoi le pluralisme politique est-il essentiel dans une démocratie ?
- Q4 – Pour quelle raison les partis politiques sont-ils des acteurs essentiels à la démocratie ?

Document 13 : Les fonctions des partis politiques

Les partis sélectionnent les candidats et le personnel politique

Les partis jouent un rôle décisif dans la sélection des gouvernants. En effet, il est très difficile d'être élu à un mandat important sans l'investiture d'un ou de plusieurs partis. La personnalité des candidats, éventuellement leur bilan passé, peut aussi être un élément important du vote. [...] En principe, ils n'investissent qu'une personne par circonscription et l'aident, par toute une logistique et des financements, à faire campagne.

Pierre Bréchon, "Les partis politiques dans l'expression du suffrage", *Pouvoirs*, n° 120, 2007

- Q1 – Quelle est la fonction du parti politique ? En quoi est-ce utile et nécessaire pour un candidat ?

La fonction d'offre politique électorale

La fonction des partis politiques consiste à défendre des valeurs et un programme qu'ils doivent périodiquement actualiser, notamment avant les élections. Ce programme doit définir des objectifs mobilisateurs, donner envie de voter pour les candidats du parti, lui permettre de se différencier par rapport aux autres tendances. Ce programme doit hiérarchiser les priorités et établir des compromis

entre les demandes des différents groupes sociaux. [...] Dans un monde d'hypermédiatisation, les partis restent les principaux animateurs du débat politique. Ils analysent en permanence la situation du pays, ils l'évaluent en fonction de leurs valeurs de référence, disent les solutions qu'ils proposent pour faire face aux problèmes du moment et critiquent les projets et réalisations du gouvernement. Les grands leaders de chaque parti réagissent en permanence à l'actualité, ce sont eux qu'on invite dans les débats télévisés et qui [...] sont censés éclairer l'opinion et aider les citoyens à se forger des convictions.

Pierre Bréchon, *Comportements et attitudes politiques*, PUG, 2006

Q2 - En quoi l'offre politique et électorale consiste-t-elle ? En quoi partis politiques ont-ils une fonction d'offre politique électorale ?

La fonction desocialisation politique...

Les partis politiques sont aussi des structures d'engagement politique : ils regroupent des militants, qui s'engagent dans le parti en y adhérant et en participant à diverses activités (débat internes, organisation de meetings, tractage, collage d'affichages...).

D'après Anne-Cécile Douillet, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017

Q3 - Quelles actions les militants mettent-ils en œuvre pour faire gagner leur parti ?

Q4 - Reprenez les réponses précédentes et expliquez pourquoi les partis politiques contribuent-ils à la vie politique ?

B) La société civile organisée

Document 14 : Qu'est-ce que la société civile organisée ?

Dimanche 13 janvier quelque 340.000 opposants au projet de loi sur le mariage homosexuel ont battu le pavé selon la Préfecture de police. Ils étaient environ un million, selon les organisateurs. Quel que soit le chiffre retenu, l'association Manif Pour Tous arrive ainsi au-dessus du seuil de 300.000 personnes que ses organisateurs s'étaient fixé comme objectif. De quoi donner des ailes au collectif soutenu par l'Église catholique et emmené par la médiatique et provocatrice Frigide Barjot, autoproclamée « catho déjantée ».

En fin d'après-midi, au Champ-de-Mars, point de convergence des trois cortèges partis de place d'Italie, Denfert-Rochereau et porte Maillot, les manifestants scandaient encore leurs slogans « Les papas, les mamans, dans la rue on descend, le mariage on défend », « Taubira t'es foutue, la famille est dans la rue » ou « Tous nés d'un homme et d'une femme ». Cette démonstration de force avait pour objectif premier d'obtenir, après deux mois d'attente, un rendez-vous avec le chef de l'État. « La manif sera réussie quand le président nous recevra. Il faut qu'il nous entende, qu'il suspende le projet de loi et ouvre des états généraux pour informer les Français du changement historique sur la filiation », a insisté Frigide Barjot.

Le Figaro

Q1 – Paragraphe 1 => A quel projet de loi les opposants luttent-ils ?

Q2 – Surlignez les organisations qui luttent contre le mariage homosexuel.

Q3 – Quel est le moyen d'action mis en place pour faire valoir la revendication ?

Lancé officiellement le 6 juillet 2007, le Grenelle de l'environnement a associé l'État et d'autres organisations afin de définir de nouvelles actions pour assurer un développement durable en France. Six groupes de travail, composés de représentants de l'État, des collectivités territoriales, des organisations patronales et syndicales, et des ONG*, se sont réunis pour couvrir l'ensemble des thèmes du changement climatique et de l'énergie, de la biodiversité et des ressources naturelles, de la santé et de l'environnement, des modes de production et de consommation durables, de la démocratie écologique, des modes de développement écologique et de l'emploi. Deux intergroupes, consacrés à la question des OGM** et des déchets, ont également été constitués. Ils ont remis leurs propositions le 27 septembre 2007.

Après quatre mois de concertation, les conclusions du Grenelle de l'environnement ont été rendues le 25 octobre 2007. Le président de la République, qui doit comparer les différentes propositions, s'est exprimé le jour même. Il a notamment annoncé qu'un « grand plan national » d'investissement durable sera lancé sur quatre ans pour développer l'énergie, les « moteurs du futur », la biodiversité et la santé environnementale.

Par ailleurs, la future loi transposant la directive européenne sur les OGM intégrera les principes de transparence, tandis que la culture commerciale des OGM sera suspendue en attendant les conclusions d'une expertise à conduire par une nouvelle instance, qui sera créée. En matière de transports, 2 000 km de lignes nouvelles TGV seront construites d'ici 2012, les voies ferroviaires ainsi dégagées seront affectées au fret, et les voies fluviales seront favorisées.

La documentation française.fr

*Organisation non gouvernementale (ONG) : Association qui se consacre à l'action humanitaire, qui ne relève pas de l'Etat et qui a un caractère international.

**Organisme génétiquement modifié (OGM) : Organismes (plante, animal, bactérie, virus) dont le patrimoine génétique a été modifié artificiellement afin de le doter de propriétés n'existant pas à l'état naturel. Les risques liés aux OGM, tiennent tout d'abord au fait même d'insérer dans un organisme un élément étranger, qui peut le rendre toxique ou allergénique.

Q4 – Paragraphe 1 => Quel est l'objet de cette réunion ?

Q5 – Surlignez les acteurs mobilisés dans cette réunion.

Q6 – Par quel moyen la loi a-t-elle pu aboutir ?

Q7 – Les organisations citées dans le document 14 a et 14b, ont-elles pour objectif de conquérir le pouvoir politique ? En quoi se distinguent-t-elles des partis politiques ?

Q8 – Si je vous dis que ces organisations influentes font partie de la société civile organisée, proposez une définition de ce terme.

Q9 – En quoi la société civile organisée contribue-t-elle à la vie politique ?

C) Les médias

Document 15 : La communication politique

L'utilisation des supports de communication (réseaux sociaux numériques) par les candidats à l'élection présidentielle de 2017

En 2017, tous les candidats ont utilisé Twitter et Facebook pour faire circuler leurs informations de campagne, annoncer leurs prestations médiatiques et en valoriser les contenus par la suite. D'autres ont ouvert une chaîne Youtube, avec le désir de diffuser en direct leur meetings. Là où ses rivaux politisaient Youtube, en en faisant un support de diffusion de leurs images de propagande* comme ils l'auraient fait via la télévision, Jean-Luc Mélançon** a « youtubisé » la politique. Il est devenu un « youtubeur » s'appropriant les codes culturels de cette plate-forme afin de faire de la politique autrement. [...] Il s'adresse directement au public et s'offre même le luxe de partager des plateaux avec des invités. Le décalage est de taille : au lieu d'être l'invité d'un média, il se comporte lui-même comme un journaliste qui invite des témoins, des auteurs de livre, des militants pour les interroger. Pareille appropriation des codes de Youtube lui a permis d'accumuler, fin avril 2017, 270 000 abonnés, plus que tous les autres candidats réunis.

Sous la direction de Pascal Perrineau, Le vote disruptif. Les Elections présidentielles et législatives de 2017, Presses de Science Po, 2017

*Propagande : Ensemble des moyens de persuasion utilisés pour diffuser une idée

** Jean-Luc Mélançon : Député français et membre du Parti « La France Insoumise »

Q1 – Rappelez la notion de média. Surlignez les différents médias du document.

Q2 – Que permet la création d'une chaîne Youtube pour un candidat ?

Document 16 : La démocratie peut-elle exister sans médias libres ?

La souveraineté du peuple et la liberté de la presse sont donc deux choses entièrement corrélatives : la censure* et le vote universel sont au contraire deux choses qui se contredisent et ne peuvent se rencontrer longtemps dans les institutions politiques d'un même peuple. [...]

Aux Etats-Unis, il n'y a presque pas de bourgade** qui n'ait son journal. [...] La presse exerce encore un immense pouvoir en Amérique. Elle fait circuler la vie politique dans toutes les portions de ce vaste territoire. C'est elle dont l'œil toujours ouvert met sans cesse à nu les secrets ressorts de la politique, et force les hommes publics à venir tour à tour comparaître devant le tribunal de l'opinion. [...] Aux États-Unis, chaque journal a individuellement peu de pouvoir ; mais la presse périodique est encore, après le peuple, la première des puissances.

Alexis de Tocqueville, De la démocratie en Amérique, tome I, 1835.

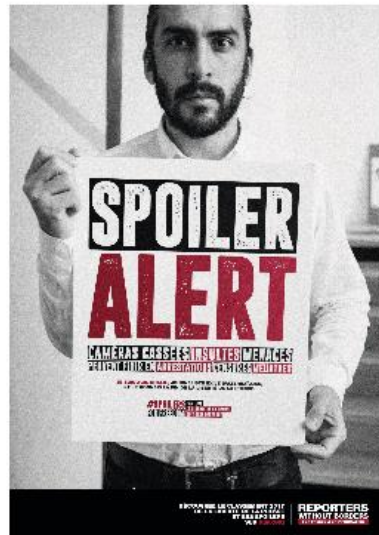
*Censure : Interdiction

**Bourgade : petit village

Q1 - Que signifie l'affirmation selon laquelle « la souveraineté du peuple et la liberté de la presse sont [...] corrélatives » ? Justifiez cette affirmation.

Q2 - Quel est le rôle de la presse selon Tocqueville ? Pourquoi cette fonction est-elle fondamentale dans une démocratie ?

C'est une situation « difficile » ou « très grave » pour la liberté de la presse dans 72 pays (sur 180 recensés) que décrit [...] Reporters sans frontières dans son rapport 2017. « Jamais la liberté de la presse n'a été aussi menacée », s'alarme l'organisation en donnant pour exemple la prolifération des attaques antimédias, des fausses informations, la répression et le triomphe d'« hommes forts » comme Donald Trump ou Recep Tayyip Erdogan*. La presse n'est libre que dans une cinquantaine de pays — en Amérique du Nord, Europe, Australie et au sud de l'Afrique — selon ce rapport. RSF s'inquiète d'un « risque de grand basculement » de la situation de la liberté de la presse, « notamment dans les pays démocratiques importants ». [...] « L'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis a offert une caisse de résonance au média bashing** et aux fausses nouvelles », déplore RSF. Et « partout où le modèle de l'homme fort et autoritaire triomphe, la liberté de la presse recule ».



Campagne de Reporters sans frontières, 2017

La France, pour sa part, remonte de la 45^e place (en 2016) à la 39^e place [...]. RSF y relève néanmoins un « climat violent et délétère », avec des attaques verbales contre « les médias menteurs » pendant la campagne présidentielle « où il devient normal d'insulter les journalistes, de les faire siffler et huer lors de meetings ».

« Reporters sans frontières estime que jamais la liberté de la presse n'a été aussi menacée », Le Monde.fr, 26 avril 2017

*Recep Tayyip Erdogan : Actuel président de la Turquie

**Bashing : Forme de défoulement qui consiste à dénigrer collectivement une personne ou un sujet (ici les journalistes)

Q1 - Montrez que Reporters sans frontières (RSF) appartient à la « société civile organisée ».

Q2 - Que signifie qu'il y a un « risque de grand basculement » dans les pays démocratiques ? À quoi est dû ce risque selon RSF ?

Q3 - Quels sont les éléments contraires à la liberté de la presse en France ? Pourquoi est-ce une menace pour la démocratie ?

BILAN :

Les partis politiques les candidats aux élections qui rythment la vie politique en démocratie. En cherchant le soutien des électeurs, ils participent à leur mobilisation. Ils concourent ainsi à l'..... des suffrages, conformément à la Constitution de la Ve République. En élaborant et en diffusant un , ou encore en organisant des débats politiques, ils offrent des moyens de participer à la vie politique et de les citoyens.

La société civile organisée rassemble des groupes de citoyens, autres que les partis politiques, qui se mobilisent pour défendre un commun. Leurs actions prennent toutefois souvent un caractère politique, lorsque l'intérêt qu'elles défendent est général et/ou lorsqu'elles interpellent les gouvernants. Les groupes d'intérêts participent ainsi à la vie politique au sein d'une démocratie.

Les médias contribuent à la vie politique, notamment lors des élections. Les médias sont pour les candidats l'outil stratégique essentiel des campagnes électorales. La grande diversification des supports médiatiques, avec la mobilisation des réseaux sociaux numériques, a même transformé les manières de solliciter le soutien des électeurs. Pour les citoyens, les médias constituent une d'information essentielle. Ils leur permettent notamment d'entendre les projets des candidats, d'écouter leurs favoris ou de s'en faire une